


 Directeur Responsable
Henri Gibier

 Diffusionne Testata
n.d.

 SELPRESS
www.selpress.com

INTERNET

La couverture nationale en fibre optique pour généraliser l'Internet à très haut débit est un grand défi, mais la France va devoir le financer. La secrétaire d'Etat chargée de l'Economie numérique a lancé hier un appel au grand emprunt national.

Le très haut débit pour tous coûtera entre 25 et 40 milliards d'euros

Qui va payer le déploiement du très haut débit dans tout l'Hexagone ? C'est l'une des grandes questions à laquelle le séminaire organisé hier par la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet, chargée de l'Economie numérique, a tenté de répondre. Il s'agissait surtout d'interpeller la commission chargée d'identifier les priorités de l'emprunt national prévu pour 2010, en présence de ses coprésidents, Michel Rocard et Alain Juppé.

Des opérateurs télécoms aux pouvoirs publics, en passant par les experts et les élus, tous s'accordent pour estimer qu'il faudra « entre 25 et 40 milliards d'euros sur dix ans » pour amener le très haut débit - c'est-à-dire 100 Mbits/s - à 100 % de la population française.

A eux seuls, les opérateurs télécoms (Orange, Numericable, Free...) n'y arriveront pas. « Il faut éviter une France à deux vitesses. C'est le rôle de l'Etat et des collectivités locales. Une part de l'emprunt national doit aller au très haut débit pour tous », a déclaré Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire. « Il s'agit de convaincre Michel Rocard et Alain Juppé d'allouer la plus grande part possible de l'emprunt au numérique », a clarifié Bruno Retailleau, sénateur de Vendée. La semaine der-

nière, Nathalie Kosciusko-Morizet avait indiqué qu'elle espérait « 3 à 5 milliards pour la fibre optique ». Pour l'heure, la France compte à peine plus de 250.000 abonnés au très haut débit. « Il faut équiper l'ensemble des territoires de notre pays », a insisté « NKM ».

Coup de froid

L'ancien Premier ministre Michel Rocard est intervenu pour faire part de sa « perplexité » : « Le grand emprunt ne le sera pas par son montant. (...) Le très haut débit a pour lui la mode, le besoin, les finances, le marché (...) Peut-être qu'il a besoin de plus, je ne suis pas en train de vous dire non. Nous aurons un travail (...) de sélection redoutable. » Coup de

froid dans la salle. L'autre ancien Premier ministre, Alain Juppé, a enfoncé le clou en expliquant que, dans l'« inventaire à la Prévert » soumis à la commission, il fallait « cibler quelques projets ». Il a cependant indiqué que « le numérique a toutes ses chances » et



« Il faut équiper l'ensemble des territoires de notre pays », a insisté Nathalie Kosciusko-Morizet.

qu'il était « au cœur des débats » quant à l'utilisation du grand emprunt. Avant d'ajouter que, si l'on consacrait 40 milliards d'euros à la couverture du pays en fibre optique, « il ne resterait plus grand-chose... ».

Le projet de loi du sénateur de





la Gironde, Xavier Pintat - instaurant un Fonds d'aménagement numérique des territoires - a déjà été adopté fin juillet par le Sénat. Il prévoit que les opérateurs télécoms et les pouvoirs publics y contribuent pour « *lutter contre la fracture numérique* » (« Les Echos » du 23 juillet). Ce texte sera débattu à l'Assemblée nationale en octobre. Selon Paul Hermelin, DG de Capgemini, « *une hausse de 10 points du taux de couverture Internet [haut débit] augmente la croissance de 1,3 point* ».

Reste à savoir s'il faut créer un « *opérateur mutualisé* » du très haut débit, dans lequel les opérateurs télécoms et la **Caisse des Dépôts** et Consignations (CDC) seraient investisseurs. « *Cette solution, qui fait partie de nos pistes de réflexion, permettrait de mutualiser les investissements* », a indiqué Augustin de Romanet, directeur général de la CDC.

Le Premier ministre François Fillon, qui arbitrera avec le chef de l'Etat les allocations du grand emprunt, a clôturé le séminaire en demandant à la commission Rocard-Juppé de « *regarder de près les modalités de mobilisation des ressources de cet emprunt pour accélérer le déploiement du très haut débit sur notre territoire* ». Les supporters de la fibre pour tous veulent y croire.

CHARLES DE LAUBIER